

COMMUNES, COMMUNS: REPRENONS TOUT !

LE MANIFESTE DES MUNICIPALES 2020 DES

LES JEUNES
ÉCOLOGISTES



TABLE DES MATIERES

06 INTRODUCTION

16 CLIMAT, AFFAIRE COMMUNE

19 DÉCLARER L'ÉTAT D'URGENCE CLIMATIQUE DANS LES COMMUNES ET AGIR EN COHÉRENCE

19 CONTRE LA PRIVATISATION ET L'ACCÉLÉRATION : LIBÉRER LE TEMPS ET L'ESPACE

22 RELOCALISER POUR REPRENDRE LA MAIN, RECRÉER DU LIEN, ET PROTÉGER LES COMMUNS

24 DE L'AIR ET DU VERT : DÉBÉTONNER ET REPLANTER

25 ÉTABLIR UN MORATOIRE SUR LES GRANDS PROJETS INUTILES ET IMPOSÉS (GPII)

28 POUR UNE DÉMOCRATIE HABITANTE

31 CANDIDATES ET CANDIDATS, DONNEZ VOIX À LA GÉNÉRATION CLIMAT !

32 NUL N'EST ÉTRANGER LÀ OÙ IL VIT : POUR UNE CITOYENNETÉ HABITANTE ET INCLUSIVE

34 AU-DELÀ DES ÉLECTIONS : POUR UNE DÉMOCRATIE ACTIVE ET PERMANENTE

35 LA DÉMOCRATIE, DES PAROLES ET DES ACTES : DÉCIDER ET FAIRE ENSEMBLE

37 (IMP)OSER LA TRANSPARENCE

40 PRÉCARISATION, DISCRIMINATIONS, OPPRESSIONS : COMMUNES EN RÉSISTANCE!

- 42 FAIRE BARRAGE À LA PRÉCARITÉ : POUR DES SOLIDARITÉS LOCALES AMBITIEUSES ET ÉMANCIPATRICES
- 43 POUR L'ÉGALITÉ ET LA COHÉSION: GARANTIR LES SERVICES PUBLICS
- 44 VALORISER LES SAVOIRS ET SAVOIRS FAIRE HABITANTS POUR ALLER VERS UNE DÉMOCRATIE CULTURELLE
- 46 POUR DES COMMUNES FÉMINISTES ET UNE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES PATRIARCALES ENFIN À LA HAUTEUR
- 48 POUR UN ACCUEIL INCONDITIONNEL DANS DES COMMUNES HOSPITALIÈRES

50 CONCLUSION

QUELQUES CONTACTS...

CLAIRE LEJEUNE

co-secrétaire fédérale

claire@jeunes-ecologistes.org

06 28 23 26 85

Ce texte a été rédigé collectivement par les Jeunes Écologistes, en particulier par celles et ceux qui se sont mobilisé·e·s dans le cadre d'un groupe de travail prévu à cet effet. Son objet est **d'établir la position des Jeunes Écologistes par rapport à l'enjeu des municipales**, et de promouvoir la ligne politique que nous pensons être la seule qui soit porteuse d'avenir - une ligne radicale, résolument écologiste et profondément sociale, indissociable du féminisme, de l'antiracisme et d'un rejet sans compromis du néolibéralisme et du capitalisme dans ses versions contemporaines.

L'échec des solutions globales et de la diplomatie climatique, l'inaction irresponsable des États, ainsi que la nature même de l'écologie politique, qui s'intéresse en premier lieu à la transformation concrète et locale des territoires et des collectifs humains et non humains et rompt avec les logiques prédatrices de la mondialisation libérale, donnent un sens tout particulier à cette échéance électorale, qui doit être prise comme **une formidable opportunité de réinventer nos imaginaires et nos**

pratiques politiques. L'exigence d'une démocratie continue, active, concrète, qui ne se réduit pas aux échéances électorales mais revêt toute l'épaisseur de la vie en commun, est conçue comme un fil rouge. La **place de la génération climat**, lanceuse d'alerte et moteur des transformations, y prend également une place importante.

Nous y présentons également **une série de mesures recontextualisées par des textes**, dont certaines sont inspirées d'expériences déjà mises en oeuvre et gagnant à être répliquées. **Ce texte peut donc servir de base à un dialogue avec l'ensemble des candidates et candidats se présentant pour les élections de mars 2020, qui souhaiteront peut-être intégrer certaines de ces propositions à leur programme.**

Le texte est structuré en **trois parties**, qui se répondent et se complètent, et comprennent chacune cinq mesures: "Climat: affaire commune", "Pour une démocratie habitante" et "Précarisations discriminations, oppressions: communes en résistance!".

Il est à lire en regard du projet de **Tour des Commun-ne-s** que les Jeunes Écologistes mèneront entre janvier et mars 2020 pour **diffuser ce Manifeste et raconter, par les histoires des femmes et des hommes qui la portent, cette vague verte qui déferlera bientôt sur nos mairies...**

Bonne lecture à toutes et tous !

Les Jeunes Écologistes.

06

INTRO

La période dans laquelle nous basculons collectivement est celle d'une régression chaotique, où se mêlent précarisation, dégradation continue de nos conditions d'existence, accroissement vertigineux des inégalités, sécession des 1% qui s'échappent du destin terrestre par le capital et la technologie, entrée dans une ère de post-vérité où les « faits » sont réduits à des constructions politico-médiatiques produits d'un rapport de force temporaire, multiplication des catastrophes naturelles et des manifestations tangibles et physiques du dérèglement bioclimatique, défiances et haines multipliées et instrumentalisées...

Face à cela, voilà longtemps que le politique a capitulé, cédant aux impératifs d'une économie conçue sous les seules auspices d'un marché qui en « s'autorégulant » a dérégulé le monde. L'ère du néolibéralisme désigne ce régime dans lequel **l'Etat endosse un rôle actif et volontariste dans l'introduction invasive et destructrice des logiques de marché dans des sphères de l'existence humaine de plus en plus étendues et de plus en plus intimes**. Celles-ci grignotent notre temps et notre espace et les plie aux exigences de rentabilité, reléguant le beau, le libre, le soin, le lien à des éléments accessoires, voire parasites. L'orthodoxie économique libérale impose au pouvoir politique ses logiques d'optimisation et d'austérité; nos institutions "démocratiques" sont devenues de simples caisses d'enregistrement des mesures par lesquelles le marché et ses logiques pénètrent chaque jour plus profondément la société. **Aveugle à la complexité des rapports et des déterminismes sociaux, indifférente à l'épaisseur rugueuse de l'histoire sociale qui pétrit nos existences et en fonde le sens, le projet néolibéral nous précipite**

l'asphyxie généralisée d'une société intégralement marchande. La seule marge de manœuvre restante, voudrait-on nous faire croire, serait celle de l'adaptation et du « faire avec ».

La crise est profonde ; elle est simultanément sociale, démocratique, écologique ; elle est d'ordre civilisationnelle et elle touche à la place de l'humain dans le monde. En bien des sens, nous n'habitons plus le monde, nous glissons à sa surface. Le sol se dérobe sous nos pieds, le sol est partout étouffé par le béton qui désormais tremble et se fissure.

Pour nous, « génération climat », qui grandissons dans un monde dont on nous prédit la fin, cette crise sans fin est la réalité dans laquelle nous baignons et dans laquelle nous devons grandir. L'avenir n'est plus une promesse mais une menace. Nous sommes les enfants de cette post-modernité vidée de sens et sans structure narrative claire : l'histoire se déroule par saccades et secousses, au gré des crises et des ré-

voltes, sans qu'on parvienne à reprendre pied. Nous avons néanmoins conscience que plus le temps passe plus il deviendra difficile de décider collectivement de notre destin commun et plus nous serons contraints de simplement réagir, en catastrophe, aux chocs qui viennent.

La précarité, les inégalités et la souffrance sociale progressent, à mesure que s'effrite un pacte social conçu dans un contexte de croissance et conditionné par l'accroissement des richesses matérielles. Aujourd'hui, cette perspective d'enrichissement est perdue -c'est la fameuse perte du « pouvoir d'achat »-, et nous nous rendons compte de l'impasse dans laquelle elle nous mène tant sur les plans culturel, politique, économique et social, que sur le plan plus global et plus fondamental de l'écologie. Ni l'enrichissement ni la perspective d'enrichissement ne crée plus le bonheur dans un monde pollué, creusé d'inégalités et d'injustices, de plus en plus instable, et où l'individualisme règne en maître. Plus important et déterminant encore que cette éclipse de la perspective d'enrichissement

: nous avons perdu le sens du commun.

En toile de fond, le silence progresse. Notre air est vidé du chant des oiseaux et du vol bourdonnant des insectes, il est dense de particules qui nous étouffent. Nos sols meurent et s'assèchent. Des espèces s'éteignent par milliers. Dans ce silence, on entend le **crissement des glaces qui se détachent des flancs des montagnes, le grondement des vagues qui monte, le sifflement des vents qui déferlent et le fracas des villes détruites sur leur passage.**

Une vingt-cinquième COP est passée sans que nous puissions en espérer le grand revirement devenu pourtant vital. La montée de régimes autoritaires et climatosceptiques réduit en peau de chagrin l'espoir qui avait pu naître lors de la signature de l'accord de Paris. **Même les gouvernements clamant dans leurs discours avoir pris la mesure des enjeux et être décidés à l'action font preuve d'une coupable lâcheté lorsqu'il s'agit de décider, de trancher, de légiférer.**

Cependant, face au mur, des révoltes naissent, les luttes sectorielles et locales se fondent en un grand front uni contre le système, et des mobilisations joyeuses et créatives s'inventent partout et partout retissent les liens et les solidarités dont nous avons oublié la saveur et la valeur. Des gilets jaunes aux zadistes, des luttes locales aux manifestations syndicales, il y a un sursaut politique qui traduit un refus de « faire avec » la perte de sens, la précarisation, et la destruction des communs planétaires. Le local est l'espace où se rencontrent et s'allient le plus directement ces colères et ces indignations, dont l'autre facette est une formidable envie de construire un autre monde.

Une prise de conscience grandit, celle de l'intime interconnexion des crises et de la radicalité de la voie qu'il faut emprunter pour en sortir, celle de la liaison des luttes qui se mènent partout dans le monde contre chaque barrage, mine, chaque centre commercial ou aéroport. Cette prise de conscience progresse dans les esprits et dans les cœurs, elle se traduit en actes -marches, actions de désobéissance civ-

ile, vote...- ; il faut désormais l'inscrire dans le récit d'une nouvelle espérance, et lui donner une traduction institutionnelle et politique structurée et opérationnelle.



Ce récit commencera dans nos communes. Face au naufrage de la diplomatie climatique et à l'irresponsabilité coupable des États, l'espérance peut et doit renaître des terrains de lutte, des territoires de coexistences, des batailles que nous pouvons mener là où nous habitons, et ce dès maintenant. Il est venu le temps des îlots, des oasis, des archipels, des friches et des brèches, par lesquelles se réinventent une praxis de l'agir immédiat qui n'attend pas les solutions globales et construit des utopies concrètes dans l'ici et maintenant, sans jamais perdre de vue l'horizon de transformation intégral que vise l'écologie politique.

Il nous faut reprendre notre souffle et retoucher Terre pour refaire histoire. Il nous faut re-

prendre notre temps et nous réapproprier nos espaces pour les réhabiter.

Mars 2020 - plus que jamais, il revient de prendre au sérieux ce scrutin.

Parce que nous n'avons plus le temps d'attendre de la diplomatie climatique qu'elle aboutisse enfin, ni même des Etats qu'ils prennent la mesure des enjeux et commencent enfin à agir. Nous devons nous emparer de tous les leviers, de tous les espaces, qui sont à notre disposition et en amorcer la transformation. La maison brûle, il faut faire feu de tout bois.

Les municipales de mars 2020 constituent un levier d'une importance capitale : l'échelon local est l'espace politique dans lequel les alternatives peuvent être expérimentées, développées et commencer à faire système, Ce scrutin est une formidable occasion d'amorcer une révolution politique.

Tout le sens de l'écologie politique réside dans le ré-ancrage de l'action politique dans

un local sans murs, là où la citoyenneté se lie à un territoire riche d'une histoire, tissé par les interactions entre les collectifs d'êtres vivants pluriels et co-dépendants qui y habitent à l'unisson. L'écologie politique passe par la réinvention des modalités de coexistence et de cohabitation des mondes vivants. A partir des communes, nous pouvons inventer d'autres imaginaires politiques et d'autres manières d'habiter ensemble la Terre.

III

Une politique écologique se donnant les moyens de lutter contre le dérèglement bioclimatique implique de réencaster l'économie dans les limites de la biosphère et de la réancrer dans les territoires. Cet objectif n'est pas dissociable du renouveau démocratique et de la profonde transformation sociale qu'implique la bascule vers un modèle écologique : il s'agit des différentes dimensions d'un projet de réinvention de l'ensemble des liens qui unissent les humains entre eux et les humains aux non-humains.

Cela passe par la **relocalisation des économies**, par laquelle il s'agit de **recréer des formes d'autonomie concrètes et territorialisées**, pour **rompre avec la dualité entre centres et périphéries** que nous héritons de la structuration du monde en métropoles et colonies : **contre un modèle où nous exploitons et importons des ressources de territoires extérieurs, puis y exportons les déchets résultant de notre consommation de ces ressources, il faut inventer des formes d'économies territoriales, écologiques et démocratiques** - des systèmes de production et d'échanges qui **respectent les rythmes et les modes d'existence de chacune des parties prenantes**, et dont les modalités de distribution font l'objet d'une discussion et d'une décision collective permettant l'articulation du marché à un socle de valeurs -justice, égalité, solidarité.

En réancrant nos échanges dans les communes et en les considérant comme des composantes de la vie démocratique, il devient possible de contrer la dimension structurellement inégalitaire de l'économie dans sa version libérale

et mondialisée. Il n'y a dès lors pas de centre dominant et exploitant les périphéries mais un habitat commun aux centralités plurielles et réticulaires, où les lieux de production, de distribution, de consommation s'entremêlent, se chevauchent, se confondent parfois, et où nous sommes simultanément et indissociablement habitant-e, citoyen-ne, producteur-riche, consommateur-riche. Agriculture locale et paysanne, monnaies locales, réinstallations d'artisans et de paysans, coopératives... les formes possibles ne manquent pas et il est à parier qu'elles soient aussi diverses que le sont nos territoires et nos collectifs. **La diversité des territoires et des façons d'habiter le monde détermine la diversité des alternatives** qui cristallisent les particularités de chaque collectif d'habitant.e.s, de chaque commune.

La reprise en main par les communes de l'économie ouvre la voie à un véritable renouveau démocratique. La démocratie ne peut exister que dans un contexte où les citoyennes et citoyen-

ens ont une connaissance et une perspective de maîtrise des processus déterminant la forme que prennent leurs quotidiens, et n'a de sens que si l'instance qui délibère a véritablement le pouvoir de mettre en œuvre les décisions prises. La mondialisation et la complexification des processus économiques privent justement les citoyen.ne.s de cette perspective de compréhension et de contrôle : le développement de l'économie locale autour de nouveaux modèles (économie circulaire, ESS...) avec des activités non-délocalisables dont les habitant.e.s sont les acteurs et les décisionnaires et leur permettra de reprendre la main sur le destin de leur lieu de vie.

La démocratie change alors de sens et gagne en épaisseur : elle n'est plus ce par quoi on demande aux citoyen.ne.s de « participer » en se prononçant de temps à autres sur leur préférence entre une série d'options, mais désigne l'ensemble des délibérations, discussions et actes concrets par lesquels sont inventés des possibles ayant vocation non seulement à être co-élaborés mais dont le caractère démocratique se prolonge

jusque dans la mise en œuvre elle-même des décisions collectives.

La démocratie est dès lors structurellement inclusive et émancipatrice car elle s'adresse alors non seulement au citoyen dans sa capacité de prise de parole et d'expression, mais l'intègre en tant que personne à part entière avec toute son histoire, tous ses savoirs et savoirs faire, toutes ses connaissances pratiques comme théoriques, et cela indépendamment de sa possession ou non d'un capital culturel, social, ou économique valorisé et indépendamment aussi de sa possession de la nationalité française : **l'exercice démocratique doit réunir sur la base d'un habiter commun** qui dépasse la question du statut juridique. **Cette démocratie est de fait enrichie par la pluralité et la diversité des parties représentées, elle permet de créer des villes-monde hospitalières conçues comme des carrefours d'histoires et de trajectoires.**

La démocratie est alors concrète, elle se traduit en actes et en réalisations communes;

elle est permanente et active. Nous pouvons alors parler de démocratie habitante.

La bataille pour le climat est une bataille pour préserver la possibilité d'un monde commun, elle est une lutte pour le maintien de solidarités et contre le creusement des inégalités qui dessine peu à peu un **apartheid écologique**.

Nous ne pouvons donc pas dissocier l'alerte sur l'urgence climatique et une dénonciation claire des logiques qui accentuent chaque jour les fractures sociales et territoriales. Les premières victimes des conséquences du dérèglement bioclimatique, de la pollution, et de l'accès restreint aux ressources et aux biens communs sont les plus précaires et vulnérables d'entre nous, là où les plus riches se ménagent des échappatoires, par la privatisation des communs et l'accaparement d'un capital qui devrait pourtant être mis au service du changement de modèle.

Les communes peuvent devenir des remparts contre ces fractures, par la mise en place de politiques qui articulent climat et communs. Opposer une fin de non recevoir aux **privatisations des espaces communs et des biens communs (air, eau, espace...)** ; refuser l'implantation de grands projets inutiles ; mettre en oeuvre des mesures permettant de court-circuiter les GAFAM ; interdire la publicité qui nourrit la surconsommation... et en parallèle **rénové massivement le parc immobilier; recréer des formes d'emploi de qualité et non délocalisables ; développer une économie de la gratuité, du don et du partage qui puisse assurer à toutes et tous l'accès aux biens de première nécessité ; imaginer un revenu de transition écologique pour accompagner les plus précaires vers des activités qui contribuent à la transition écologique ; favoriser une alimentation moins carnée, locale et saine et la rendre accessible à tou.te.s ; redonner les moyens à toutes et tous de l'autonomie par la valorisation des savoirs et savoirs-faire et le développement des low techs...** la liste est longue, les possibles sont innombrables.

A travers l'ensemble de ces mesures, les communes deviendront conjointement de formidables espaces de réinvention des nouvelles formes de solidarité et de justice sociale et des leviers décisifs de la lutte contre le dérèglement bioclimatique.

C'est donc, en liant social, écologie et démocratie, vers une réappropriation des communes et des communes que nous devons nous acheminer en concrétisant une grande vague verte en mars 2020.

Mars 2020 : Communes, communs -repreons tout !

Radical: dire les contre: oui il faudra se serrer la ceinture, ne pas produire autant de dechet, mais le faire ensemble. Souvent, politicien le propose seul, oublie l'importance du lien social, là, changement est pas un repli sur soi, mais justement ouverture sur l'autre. lâcher son confort auquel on nous a trop habitué pour tisser du lien, retrouver le plaisir de co-construire

COMMUNES, CO
REPRENONS

INSCRIVEZ VOTRE V

CONTACT@JEUN

COMMUNS :
TOUT !

TA VILLE ?

LES JEUNES
ECOLOGISTES

VILLE A

ES-ECOLOGISTES.ORG

CLIMAT : AFFAIRE COMMUNE

La bataille pour "sauver le climat" ne se résume pas à un défi d'ordre technique ou technologique, pas plus qu'elle ne peut rester l'affaire d'une technocratie qui planifierait et imposerait une série de mesures de manière verticale et autoritaire : dans la bataille pour le climat, il s'agit de **questionner les structures mêmes de notre modèle économique, politique et social qui a créé des relations profondément inégalitaires entre les espèces, entre les personnes (selon la classe, le genre, l'origine par exemple), et entre les territoires** (entre métropoles et périphéries, mais aussi entre pays Occidentaux et "Suds"). Ce même système, né de la conjonction du **capitalisme** (aujourd'hui **hypercapitalisme**) avec le **libéralisme** (devenu **néolibéralisme**) et de leur **alliance avec l'Etat**, a introduit des **rappports de domination qui partout favorisent la compétition sur l'entraide, partout conduisent à la surexploitation d'éléments naturels et d'êtres humains et non-humains perçus comme "ressources" au service d'une économie qu'il faudrait à tout prix "faire tourner" bien qu'elle nous conduise au désastre.**



JUNE



Ce même système encourage **l'hypermobilité et la surconsommation**, enserrant les existences dans des modes de vie éreintants, dont nous mesurons de plus en plus les effets sur notre santé, notre bien-être et nos relations avec autrui. Il dépend étroitement des ressources fossiles et d'une économie fortement carbonée : son maintien se fait au prix du climat et au prix de la biodiversité qui ne sont autres que le socle fondamental dont nous dépendons pour notre survie en tant qu'espèce.

S'y maintenir, c'est perdre le monde.

“Sauver le climat” implique donc de déconstruire l'ensemble de ces rapports de force et d'oppression, de détricoter les mécanismes créateurs d'inégalités ainsi que les imaginaires qui les légitiment. Il faut sortir de l'impératif de croissance et de notre dépendance aux énergies fossiles, en recréant partout du commun et de la convivialité. Il est temps de réinventer une liberté qui puisse prendre place dans une société sobre et joyeuse, articulée à une économie enfin au services des êtes vivants.

“Sauver le climat” doit passer par un projet de société émancipateur, égalitaire et inclusif : il s'agit donc de créer, en commençant dans les communes, un climat commun en liant de manière forte et claire la question du climat à celle du social et de la démocratie.

NOS MESURES

1. DÉCLARER L'ÉTAT D'URGENCE CLIMATIQUE DANS LES COMMUNES ET AGIR EN COHÉRENCE

Déclarer l'état d'urgence climatique implique de **créer une conscience commune de l'urgence de lutter contre le dérèglement bioclimatique et d'imposer un nouveau cadre déterminant l'ensemble des décisions politiques prises.** Il s'agit de **poser de façon lucide le constat de la gravité de la situation** dans laquelle nous nous trouvons, d'ouvrir un débat démocratique, d'informer sur le sujet, et de s'engager à ne plus prendre une seule décision qui ne soit pas alignée avec l'objectif de se maintenir en-deça des +1.5°C de réchauffement planétaire. **Loin d'être une mesure simplement déclarative ou symbolique, cette déclaration doit engager la commune à opérer un revirement dans l'ensemble des politiques menées.**

Cela devra passer par **l'élaboration démocratique d'une stratégie de résilience permettant de protéger les plus vulnérables, de préserver les communs (eau, terres, air...) et d'assurer la capacité de la communauté à faire face collectivement aux potentielles pénuries, crises et chocs** (canicules, tempêtes, perturbation de la production agricole...), en rétablissant des logiques de partage et de juste répartition.

2. CONTRE LA PRIVATISATION ET L'ACCÉLÉRATION: LIBÉRER LE TEMPS ET L'ESPACE

Nous sommes partout et sans cesse assiégé-e-s. Nos espaces sont grignotés par les logiques du privé et du marché, ségrégués en quartiers qui séparent les collectifs humains entre les ayant-droit et les relégués du monde établi. Notre temps est de plus en plus compté, comptabilisé, soumis au dogme de l'efficacité productive. Nos esprits sont incessamment assaillis par des écrans, des signaux et des injonctions nous poussant vers l'achat.

L'échelle locale est un levier pour permettre de reconquérir des espaces et recréer un rythme apaisé, condition sans laquelle nous ne pouvons espérer recréer du commun et de la convivialité réellement inclusive dans nos villes.

L'espace public est un bien commun, il faut parvenir à en faire un lieu de vie, de rencontre, de rassemblement, en faisant reculer les conflits d'usages et les privatisations et en garantissant l'égalité d'accès et l'égale tranquillité de l'ensemble des habitant·e·s.

Cela doit passer par :

- Aller vers plus de **mobilités douces et actives** pour une **ville apaisée**, où les gens se rencontrent, se croisent, se reconnaissent dans leurs trajets quotidiens et donc contribuent à créer un climat de confiance. **Réduire la place de la voiture permettrait d'avoir un air plus sain**. Cela abaissera la présence de particules fines dans l'air et donc diminuera les risques de santé liés à la pollution atmosphérique, ce qui rendra la ville plus vivable et plus sécurisée. Réduire la place de la voiture permettra également de gagner du terrain pour faire les transformations nécessaires à **l'anticipation des risques d'inondations et de formation d'îlots de chaleurs** en période de canicule, en utilisant et systématisant l'infiltration des eaux de pluies directement en surface. Cela permet d'éviter leur écoulement pour qu'elles ne ramassent pas les pollutions au sol, donc ne les emmène pas dans les nappes phréatiques.
- Aller vers une **interdiction de la publicité**, et en premier lieu les panneaux numériques dans les grandes villes. Un seul de ces panneaux consomme autant que trois familles en un an (hors chauffage). Cette pollution lumineuse est la deuxième cause de mortalité des insectes. **L'omniprésence de la publicité pose un problème par rapport à la liberté de réception des messages diffusés** : alors que nous faisons le choix d'ouvrir un journal ou d'allumer la télévision, **la publicité s'impose à nous partout dans l'espace et nuit à son caractère "public"**. Pour libérer les esprits et les imaginaires, se réapproprié l'espace public et en **faire un**

commun, il nous faut faire barrage à la publicité et à l'imaginaire consumériste qu'elle véhicule, alimentant les secteurs du marché les plus polluants et aliénants (SUV, aviation, malbouffe...).. **L'espace commun doit redevenir un espace de rencontres, d'échanges, de repos et de sérénité, un lieu possible de production et de réception d'œuvres d'art... le droit à la ville passe par une réappropriation de nos habitats.**

- Les panneaux numériques imposent également **une publicité ciblée qui participe à la surveillance de masse** mise en place actuellement. Pour se réapproprier la ville il est aussi nécessaire **d'arrêter le tout sécurité notamment en stoppant la course à l'équipement de caméras de vidéo-surveillance** (et non de protection comme on veut nous le faire croire). Ces caméras commencent à être installées dans les collèges et lycées et cherchent à banaliser ce type de technologie auprès des jeunes. Ces atteintes à la vie privée doivent être combattues. Des études ont par ailleurs montré l'inefficacité de ces dispositifs de surveillance de masse. L'ajout actuellement en cours de la reconnaissance faciale nous oriente encore davantage vers une société de surveillance, dont le respect de la vie privée ne fait pas partie.
- Créer un **urbanisme interstitiel et inventif en valorisant les friches**. Les friches sont des potentiels. Même les friches polluées, elles le sont pour de la biodiversité spécifique et de l'expérimentation à la dépollution. Les friches et les bâtiments à détruire sont des mines urbaines de **matériaux à réutiliser, réemployer, recycler**. Leur aménagement est créateur d'emplois non-délocalisables et peu qualifiés, répondant à des besoins immédiats. Il permet la création de nouveaux métiers de techniques de valorisation. Leur acheminement sur les chantiers ouvre de nouvelles perspectives de logistiques urbaines bas carbone à créer, organiser, et mutualiser avec d'autres types de biens et services. **Les friches sont également des espaces de liberté et de créativité qui permettent d'inventer dans les interstices de la ville des nouvelles manières de produire, de consommer, de cohabiter...** Elles peuvent devenir des lieux de rencontres citoyennes et

d'impulsion des alternatives, assurant une réelle mixité sociale et une démocratie se traduisant dans des constructions communes, co-élaborées et co-réalisées.

- **Lutter contre l'ouverture des grandes surfaces le dimanche et la nuit.** Le but du capitalisme est de nous faire croire que nous pouvons constamment consommer. Des personnes (souvent précaires et mal payées) doivent donc être constamment disponibles pour nous permettre d'assouvir nos besoins (créés de toute pièce par la publicité), qui ne répondent pas nécessairement à nos besoins, ou les détournent souvent. La possibilité d'avoir un jour où les activités de consommation ne sont pas au premier plan nous permet de nous tourner davantage vers des activités génératrices de lien social. Cela permet également d'éviter d'exploiter des personnes avec des horaires qui les épuisent et les empêchent d'avoir une vie sociale et familiale épanouie. **Le dimanche doit rester le temps du commun, celui de la synchronisation sociale, du repos et du temps libre.**

3. RELOCALISER POUR REPRENDRE LA MAIN, RECRÉER DU LIEN, ET PROTÉGER LES COMMUNS

- **Relocaliser l'alimentation permet à la fois d'assurer la sécurité de l'approvisionnement, de recréer des emplois de qualité et non-délocalisable,** et, assorti à des mesures adaptées, d'assurer **l'accès pour toutes et tous à une alimentation de qualité dans un objectif de justice sociale.** Cela passe par exemple par l'instauration du local dans la restauration collective, notamment scolaire, et la mise en place de paniers au tarif adapté sur des critères sociaux. Il est important de permettre la création de ceintures maraîchères en lien avec les autres communes et intercommunalités à proximité, quand cela est possible. Ceci permet la **recréation de liens entre les habitant.e.s d'un territoire** : avec la relocalisation des circuits alimentaires, les actes d'achat et de consommation ne sont plus de-

sactes seulement consuméristes mais des actes conviviaux créant du commun entre voisins (le marché, la coopérative, l'AMAP...). La relocalisation répond donc à la fois à l'objectif de sécurisation des flux et à l'objectif de **réhumaniser l'économie**.

- Les mêmes considérations valent pour l'énergie. **Il faut une politique ambitieuse de sobriété énergétique** (le premier objectif restant de réduire nos besoins en énergie en misant sur l'efficacité énergétique -en premier lieu dans les bâtiments par la rénovation thermique- et la suppression des postes de dépense d'énergie inutiles), accompagnée d'un développement des renouvelables, avec néanmoins attention pointilleuse portée à la **quantité et la provenance des métaux rares employés**. Comme dans le cas de la relocalisation alimentaire, le solaire et l'éolien permettent de **redonner la main aux citoyen.ne.s sur leur énergie et d'en faire des acteur.rice.s de leur production**.
- La relocalisation peut aussi toucher aux biens non alimentaires, ainsi qu'aux services. Pour amplifier et encourager le mouvement de relocalisation, les **monnaies locales** sont des leviers primordiaux, qui permettent de maximiser la circulation des biens et services à l'échelle du territoire, de densifier le tissu d'échanges et d'interactions effectués localement. Les élu.e.s peuvent faire le choix de **percevoir une partie de leur rémunération en monnaie locale**, et d'élargir cette mesure à l'ensemble des agents communaux.
- **La protection des communs et l'ambition démocratique passe aussi par la reprise en main de la gestion de l'eau pour sécuriser l'approvisionnement en eau potable et en assurer un usage** commence par drastiquement arrêter de consommer de l'eau potable quand ce n'est pas pour la boire ou pour faire la cuisine, **car fermer le robinet en se brossant les dents ne suffira pas**. Nous souhaitons voir se mettre en place des politiques de sobriété et efficacité ambitieuses, associées à une **protection exigeante des champs captants**, des nappes phréatiques, et des zones humides. C'est également un enjeu pour les biodiversités. Si les lois

ne simplifient pas toujours ce genre de politiques, comme d'autres, nous attendons des futur.es maires et élu.es qu'ils fassent leurs possibles pour les influencer, afin, notamment, de faciliter la **récupération et l'utilisation de l'eau de pluie dès que c'est pertinent** (arrosage, nettoyage, procédés industriels...).

4. DE L'AIR ET DU VERT : DÉBÉTONNER ET REPLANTER

- **Désimperméabiliser dès que cela est possible**, notamment à proximité des lieux de vie des populations les plus vulnérables, plus susceptibles d'être mises en danger lors de périodes de canicules ou de potentielles inondations. Une fois encore, **justice sociale et résilience vont main dans la main**: la création d'îlots de fraîcheur et d'espaces de respiration est une question de **santé environnementale**, qu'il faut aborder en intégrant les **inégalités territoriales massives en termes d'accès aux espaces verts, à un air sain, à un cadre apaisé et non pollué**.
- Il faut ainsi imaginer des **grandes opérations de débetonnage** de certains trottoirs, des cours d'écoles, des places publiques, menées avec les habitant.e.s, et suivies de grandes opérations festives de plantation, semis et mise en culture. Il est aussi possible de **permettre aux propriétaires (particuliers et co-propriétés) de demander à la ville d'enlever le bitume devant chez eux** pour planter, végétaliser la rue et la façade.
- **Planter des arbres, laisser des terrains en friche et créer des ceintures vertes**. Les services écosystémiques des végétaux, à la fois culturels, sociaux, alimentaires, économiques, sont précieux. De nombreuses études montrent que les arbres permettent d'apaiser les villes. Les ceintures vertes permettent de nombreux co-bénéfices autant socio-économiques que de bien-être et (ré) appropriation du territoire. Elles sont une opportunité de **se reconnecter avec la nature**. En traçant des balades et chemins piétons et cyclistes entre quartiers, et d'une ville à l'autre, on en-

courage ainsi le lien social et le désenclavement. En **(re)créant des espaces de nature "sauvage"** et en faisant de la pédagogie sur l'environnement, la biodiversité, l'alimentation, on éveille des consciences. Ces projets peuvent aussi être le support de la (re) création de communs à travers, par exemple, **des programmes de plantations citoyennes.**

5. ETABLIR UN MORATOIRE SUR LES GRANDS PROJETS INUTILES ET IMPOSÉS (GPII)

Les logiques prédatrices du capitalisme organisent la **mise en concurrence généralisée des travailleuses et travailleurs, mais également des territoires**, qui doivent rivaliser pour espérer attirer les investissements de grandes multinationales, un temps pourvoyeuses d'emplois, mais qui délocalisent dès que cela sera plus rentable pour eux ailleurs. Leurs attaches aux territoires demeurent superficielles et conjoncturelles, leur considération de l'histoire et des spécificités des territoires et de ses habitant·e·s est partielle, et ne s'intéresse qu'à ce que les femmes, les hommes et leur environnement peuvent apporter en valeur économique.

C'est la **logique du sparadrap**, qui vient s'appliquer à fleur de peau et s'en arrache brutalement, laissant la peau à vif. Chômage, entrepôts et usines à l'abandon, départs des habitant·e·s... ce sont des territoires exsangues que les multinationales laissent dans leur sillage en les quittant.

Pire, **ces grands investissements sont bien souvent peu utiles et sont imposés en toute opacité aux habitant·e·s, en plus de relever d'une forme d'économie consumériste et polluante** : centres commerciaux, grandes surfaces, grands parcs d'attraction, aéroports, fermes-usine, ...les projets - prévus, en cours, ou déjà réalisés- prolifèrent en France et partout balafrent nos paysages, polluent notre

air, bétonnent des terres agricoles, dévastent l'environnement et détruisent la biodiversité. **Nous devons leur opposer une fin de non recevoir absolue.**

L'argument de l'emploi doit être déconstruit : les emplois créés par ces grands projets sont bien souvent en nombre moins important que ce qui est initialement promis, et sont par ailleurs de mauvaise qualité et facilement délocalisables. **L'enjeu est de créer localement des formes d'activités dont la nature sera décidée démocratiquement, qui apporteront une valeur sociale et écologique**, et qui correspondront à des emplois de qualité et non-délocalisables (métiers du soin, de la réparation, de l'isolation, agriculture et maraîchage bio...) dans lesquels s'investiront en premier lieu les habitant.e.s du territoire.

Nous demandons un **moratoire sur l'ensemble des Grands Projets Inutiles et Imposés** : tout projet doit faire l'objet d'une évaluation au regard de la situation d'urgence climatique, dans laquelle les habitant.e.s prendront part de manière active en ayant la possibilité d'accéder à l'ensemble des informations.

Bien souvent déjà, des **collectifs et associations luttent localement**, et développent par leur lutte une forme d'expertise sur le sujet qui doit être une des composantes du débat démocratique. Les élu.e.s doivent pouvoir travailler main dans la main avec ces collectifs **faire barrage à l'ensemble de ces projets climaticides et synonymes de casse sociale.**



Marché Couvert de Wazemmes

MARDI AU SAMEDI : 20H
DIMANCHE : 8H > 15H

Nos militants ont du talent,
ici Maroïn, militant Jeune
Ecologiste pour les municip-
ales de 2020.

VERS UNE DEMOCRATIE H

La crise des Gilets jaunes, l'évidente déconnexion de la classe politique par rapport aux enjeux quotidiens des citoyennes et citoyens, la généralisation légitime de la méfiance envers la parole des dirigeant.e.s, le phénomène persistant de reproduction sociale au sein des élites qui nous gouvernent, témoignent de l'immense crise que traverse notre démocratie représentative. Il

ya un gouffre grandissant entre nos représentant.e.s et les citoyen.ne.s, et dans ce gouffre naît la volonté de se rendre visible, audible et de reprendre la main par d'autres moyens que le vote -qui lorsqu'il n'est pas accompagné de pratiques citoyennes s'inscrivant dans le quotidien et dans les territoires, ne peut être autre qu'une pâle caution d'une démocratie vide de substance.



ABITANTE

Néanmoins les maires et élu.e.s locaux paraissent échapper en partie à ce rejet : ils et elles demeurent les élu.e.s les plus apprécié.e.s, auquel.le.s on accorde le plus facilement une confiance. Les maires et conseiller.e.s communautaires sont des habitant.e.s, au même titre que leurs concitoyen.ne.s, ils et elles ont un ancrage territorial fort et ne sont pas forcément des professionnel.le.s de la politique et

ont souvent exercé des professions et activités diverses avant de s'engager pour leur commune.

L'écologie politique, en ces temps d'urgence climatique, consiste en une reprise en main de notre destin collectif par une prise au sérieux de la démocratie, et ce en premier à l'échelle des territoires, à partir des communes et des communs.



Elle passe par une relocalisation des systèmes alimentaires, énergétiques et industriels qui implique de faire coïncider le lieu de vie et le lieu de production de tout ce qui rend possible la vie collective, et de fait demande à ce que les décisions qui déterminent nos quotidiens soient prises au plus proche de là où se déroulent ces quotidiens. A partir de ce constat, **il devient possible d'imaginer à l'échelle des communes une véritable démocratie, une démocratie concrète et vivace, devant s'atteler à des décisions réellement déterminante pour la collectivité : quelle énergie ? quelle agriculture et quelle alimentation ? quelle eau voulons-nous boire et quel air voulons-nous respirer ?** Bien loin donc du duo creux entre une démocratie "représentative" qui réduit le rôle du citoyen au seul vote et une démocratie "participative" consultant les citoyen.ne.s voulant bien être consulté.e.s sur des sujets n'ayant finalement que peu d'effets sur les structures profondes des vécus quotidiens, **la démocratie habitante que nous appelons de nos vœux implique de reprendre la main collectivement sur tous les aspects de notre vie quotidienne et concrète et d'en décider ensemble les contours**, en affirmant notre liberté et notre autonomie avec les cadres réglementaires de l'Etat (qu'il faudra peut-être parfois contourner, voire transgresser) et avec les diktats du marché auxquels il devient possible d'opposer une commune résistance.

L'enjeu de ces municipales est donc de **faire renaître la démocratie par les territoires**, de manière conjointe à une politique des communs. Il faut imaginer **une démocratie permanente, ample, inclusive, radicale, concrète, incluant l'ensemble des habitant.e.s sans discrimination**, une démocratie qui soit en capacité de faire dialoguer et coopérer des voix diverses et qui s'attache à créer un cadre de parole inclusif des minorités en prenant en compte les formes de dominations pouvant s'exercer jusque dans les plus banales des situations. Il s'agit donc de **multiplier les espaces et les temps d'échanges entre les habitant.e.s, d'élargir le spectre des décisions mise en débat et soumises à décision collective et concertée, d'élargir également le spectre des habitant.e.s inclu.e.s dans le processus démocratique : enfants, jeunes, femmes, minorités, habitant.e.s étrangers sans titre de séjour...**

I CANDIDATES ET CANDIDATS, DONNEZ VOIX À LA GÉNÉRA- TION CLIMAT !

Depuis septembre 2018, la **génération climat est dans la rue**, elle fait grève, elle exige des décideurs politiques et économiques qu'ils et elles prennent sans attendre les décisions qui permettront d'assurer un avenir viable et vivable aux jeunes générations et celles qui suivent. Cette jeunesse s'organise, elle désobéit, elle revendique. **Et, graduellement, elle entre en politique.**

Une des spécificités du mouvement était sa grande jeunesse : collégiens et lycéens ont été en première ligne des actions menées et ont **marqué par leur grande maturité et leur degré de lucidité sur les enjeux** - la même que nous retrouvons dans les mots de Greta Thunberg, devenue le visage de cette jeunesse inquiète mais déterminée à ne pas laisser enterrer son avenir.

La politisation très forte de cette jeunesse autour de l'écologie doit donner lieu à une réflexion sur la place qui peut lui revenir au sein de nos institutions. À un moment où il est très clair que les décisions prises aujourd'hui (ou l'échec à prendre aujourd'hui ces décisions) auront un impact direct et fort sur l'avenir des jeunes générations, il paraît pertinent et légitime de **faciliter leur prise de parole et la prise en compte de leur voix dans le dispositif démocratique.**

Nous plaidons donc pour une **ouverture des scrutins et des pratiques citoyennes locales à partir de 16 ans** : le vote sur les



scrutins nationaux ne relèvent certes pas du pouvoir du maire, néanmoins **la mise en place d'une démocratie habitante et d'une citoyenneté active implique de multiplier les temps et les espaces de discussion et les occasions de décider ensemble, auxquels la jeunesse doit pouvoir être incluse.** Dispositifs de votation citoyenne, budgets participatifs, assemblées citoyennes : les formats sont légion et permettront de maintenir ouvert et actif le débat démocratique, de manière continue.

Nous plaidons également pour une **représentation des jeunes au sein des conseils municipaux**, qui doit peut être facilitée en **intégrant des jeunes candidat-e-s dans les listes**, en leur facilitant l'exercice du mandat, en tenant compte des contraintes liées à une tranche de vie peu propice à la stabilité - et ce d'autant plus pour une jeunesse de plus en plus précarisée. Le **développement de formes locales d'allocation d'autonomie ou de revenu universel** que nous évoquons plus bas dans ce texte, et qui concernerait donc également les plus jeunes, faciliterait grandement l'implication des jeunes élu-e-s et citoyen-ne-s dans la vie politique et démocratique locale.

II

NUL N'EST ÉTRANGER LÀ OÙ IL VIT : POUR UNE CITOYENNETÉ HABITANTE

Une démocratie habitante inclue l'ensemble des personnes qui ont pour lieu de vie et d'activité le territoire de la commune, indépendamment de leur possession ou non de la citoyenneté française. La légitimité démocratique à l'échelle lo-

cale doit se construire sur la base d'une participation à la vie de la commune. Ainsi, **l'ensemble des dispositifs démocratiques - qui dans le cadre d'une démocratie habitante sont multipliés et donnent lieu à une discussion permanente - doivent être ouverts aux résident-e-s étranger-e-s.** Une politique volontariste d'inclusion de ces publics dans le processus de prise de décision local doit être menée.

Cette inclusion dans le processus démocratique doit se coupler d'une **attention particulière à l'inclusion des résident-e-s étrangères dans le système des services publics locaux.** Souvent précaires et rendu-e-s vulnérables du fait de l'insécurité de leur statut juridique, les résident-e-s étranger-e-s ont souvent un accès limité aux services publics et équipements municipaux (scolarisation, accès aux équipements sportifs, aux lieux de culture, mais aussi aide administrative pouvant être apportée par les agents municipaux). Même lorsque l'obstacle n'est pas de nature statutaire ou financier, ils et elles ne se sentent bien souvent pas légitimes d'en faire usage.

Il faut donc **mettre en place une démocratie et un service public local réellement inclusifs,** en formant les agents municipaux, en instaurant des tarifs préférentiels (voire la gratuité) partout où cela est possible, en tenant compte des potentielles difficultés d'ordre linguistique, en menant une **politique volontariste pour encourager celles et ceux qui en sont les plus éloigné-e-s à s'approprier les espaces de discussion démocratique et les structures collectives locales.**

III

AU-DELÀ DES ÉLECTIONS: POUR UNE DÉMOCRATIE ACTIVE ET PERMANENTE

Nous ne concevons pas un mandat municipal comme une carte blanche donnée à des élu-e-s qui pourraient alors déployer un programme sans jamais devoir rendre de comptes aux citoyen-ne-s. L'élection doit être conçue comme un moment de désignation de personnes qui seront chargées de l'animation du processus démocratique local, non comme l'élection de sachant-e-s dont la parole aura une valeur systématiquement supérieure à celle des citoyen-ne-s.

La démocratie doit être un processus continu et permanent, dans lequel les élu-e-s jouent un rôle de coordination et en dernière instance de cristallisation de la décision politique, mais toujours en regard de la nature et des conclusions du débat.

De fait, une démocratie continue et habitante doit se doter d'outils et de dispositifs par lesquels les citoyens pourront continuer d'être en relation avec les élu-e-s pour les interpellier, et par lesquels les élu-e-s. pourront s'assurer d'être toujours en prise avec la réalité que vivent les administré-e-s et d'ainsi décider en fonction.

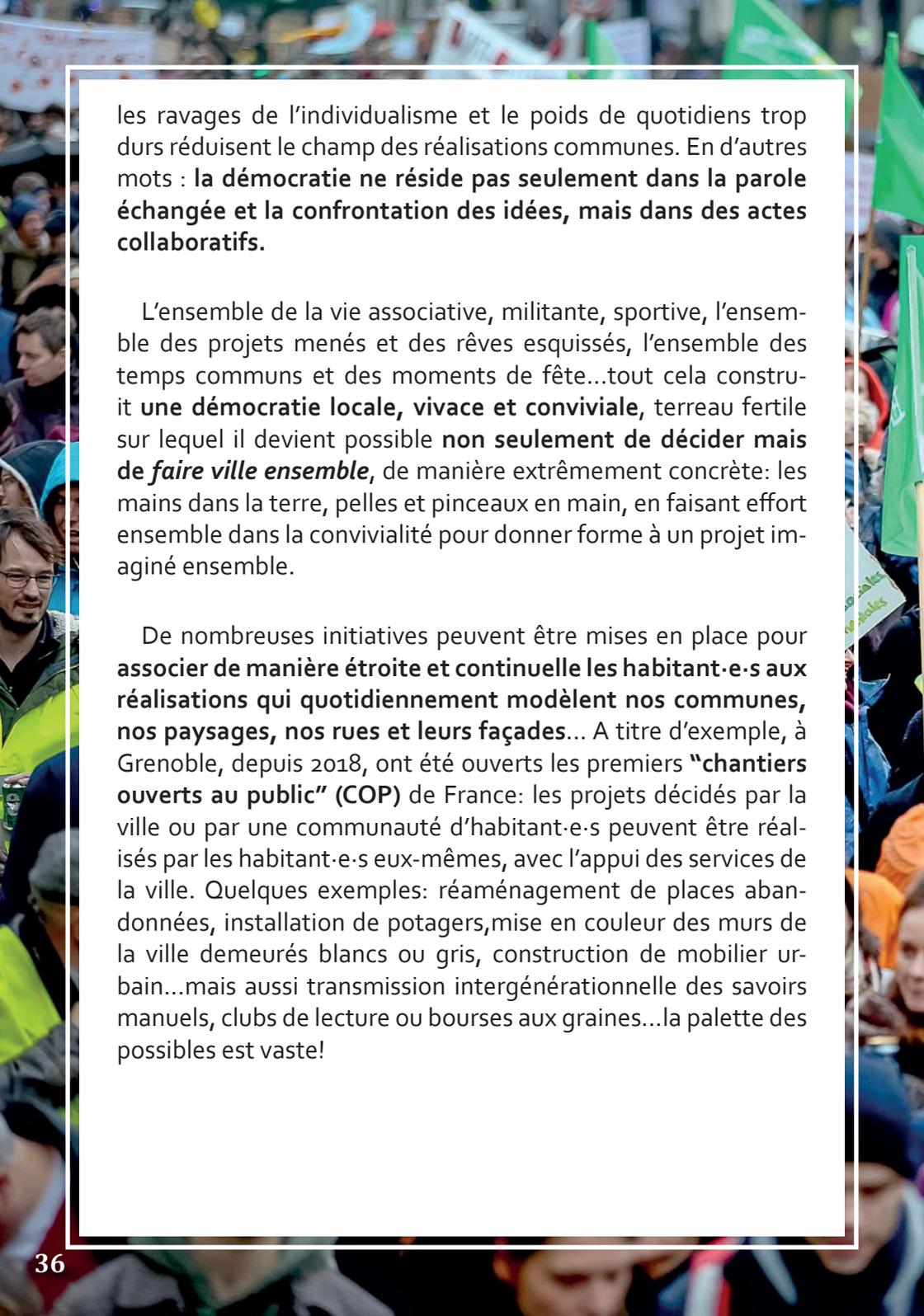
Le Conseil Municipal ne peut se réduire à une simple caisse d'enregistrement des décisions de la majorité, ni à la mise en scène des désaccords entre la majorité et l'opposition. Par-delà le moment électoral, les citoyen-ne-s doivent pouvoir continuer d'être des acteurs et actrices de la vie démocratique et institu-

tionnelle locale. Pour ce faire, **il faut imaginer un dispositif d'interpellation par pétition du Conseil Municipal par les citoyen-ne-s** : sur un sujet précis, tout citoyen.ne pourra solliciter ses concitoyen-ne-s pour rassembler un certain nombre de signatures (à déterminer selon la taille de la commune en question), ce seuil étant atteint une question pourra être introduite sur le sujet à l'ordre du jour du Conseil Municipal. Le Conseil Municipal aura alors la possibilité de proposer une réponse, et il y a alors deux suites possibles: soit les pétitionnaires s'estiment satisfaits de la réponse ou de la solution proposée, soit ils en sont insatisfaits et se met alors un **dispositif référendaire**. Le nombre de signatures requis pour le référendum est bien entendu plus élevé et doit s'accompagner de l'organisation d'assemblées afin de mettre en débat la question soumise à référendum, de la manière la plus large, informée et concertée que possible. Le périmètre des questions pouvant être posées au Conseil Municipal et soumises à référendum doit être limité aux compétences dévolues à la commune, voire à l'intercommunalité si un tel dispositif peut être mutualisé entre les différentes communes d'une EPCI, ou exister à un double niveau (communal et intercommunal)

IV

LA DÉMOCRATIE, DES PAROLES ET DES ACTES : DÉCIDER ET FAIRE ENSEMBLE

La démocratie ne se limite pas au vote, ni même à l'ensemble des processus délibératifs et décisionnaires qui l'accompagne. La démocratie se fait dans ce que nous construisons concrètement ensemble au quotidien ; elle se défait lorsque



les ravages de l'individualisme et le poids de quotidiens trop durs réduisent le champ des réalisations communes. En d'autres mots : **la démocratie ne réside pas seulement dans la parole échangée et la confrontation des idées, mais dans des actes collaboratifs.**

L'ensemble de la vie associative, militante, sportive, l'ensemble des projets menés et des rêves esquissés, l'ensemble des temps communs et des moments de fête...tout cela construit **une démocratie locale, vivace et conviviale**, terreau fertile sur lequel il devient possible **non seulement de décider mais de faire ville ensemble**, de manière extrêmement concrète: les mains dans la terre, pelles et pinceaux en main, en faisant effort ensemble dans la convivialité pour donner forme à un projet imaginé ensemble.

De nombreuses initiatives peuvent être mises en place pour **associer de manière étroite et continue les habitant.e-s aux réalisations qui quotidiennement modèlent nos communes, nos paysages, nos rues et leurs façades...** A titre d'exemple, à Grenoble, depuis 2018, ont été ouverts les premiers "**chantiers ouverts au public**" (COP) de France: les projets décidés par la ville ou par une communauté d'habitant.e-s peuvent être réalisés par les habitant.e-s eux-mêmes, avec l'appui des services de la ville. Quelques exemples: réaménagement de places abandonnées, installation de potagers, mise en couleur des murs de la ville demeurés blancs ou gris, construction de mobilier urbain...mais aussi transmission intergénérationnelle des savoirs manuels, clubs de lecture ou bourses aux graines...la palette des possibles est vaste!

V

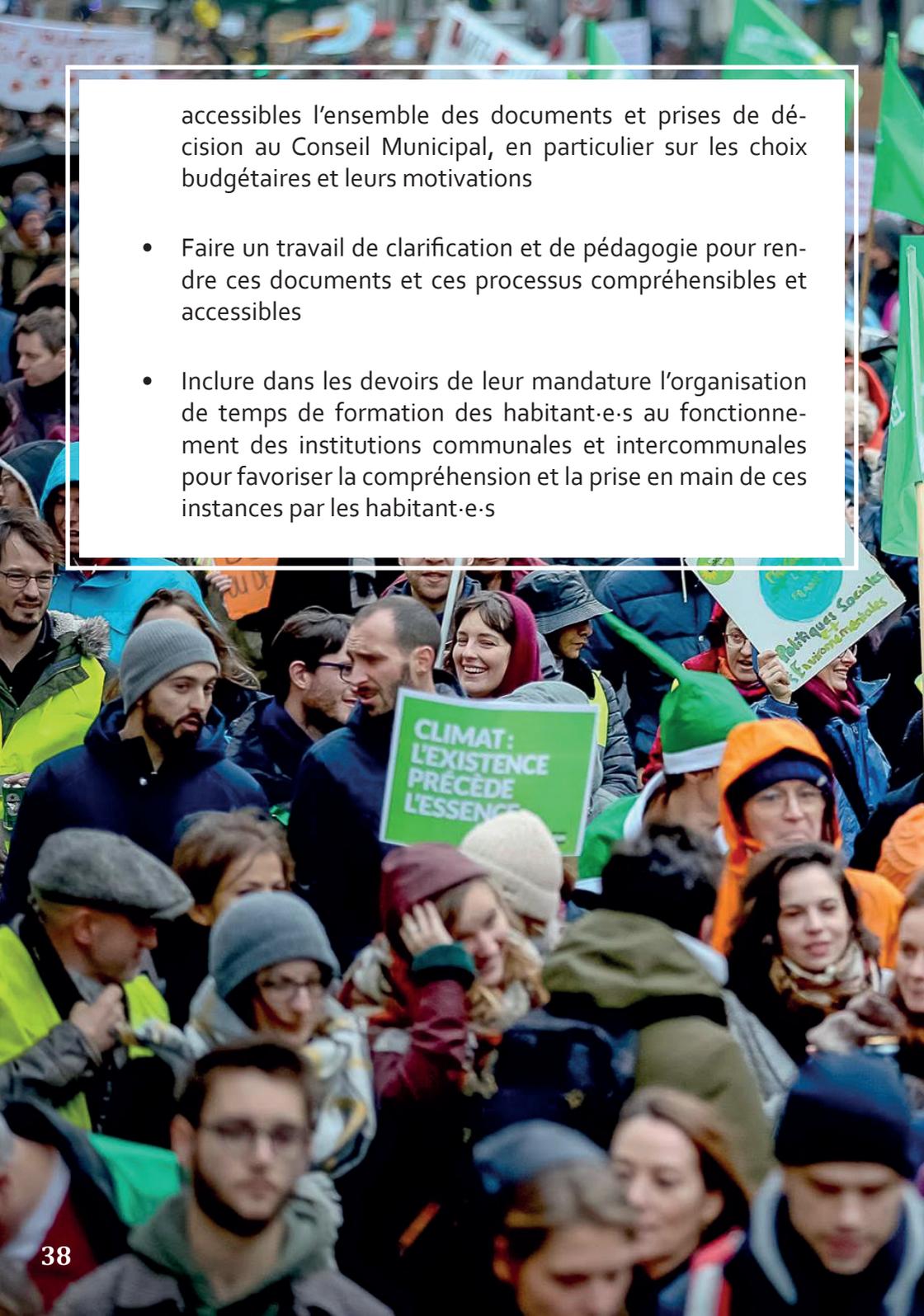
(IMP)OSER LA TRANSPARENCE

La chose publique et politique pâtit aujourd'hui d'une **déficience grandissante de la part d'un nombre croissant de citoyennes et citoyens**. Cela vaut dans une moindre mesure pour l'échelon local où les élu·e·s, du fait de leur proximité, préservent davantage que les autres la confiance et l'appréciation des citoyen·ne·s. Néanmoins, les scandales à répétition, les soupçons de pratiques douteuses, l'impression que la sphère des élu·e·s et par extension de la décision politique est opaque et close... tout cela nourrit la **perte de vitalité de notre démocratie et entrave nos efforts pour créer du commun et faire société**.

Il faut donc pouvoir créer des **dispositifs par lesquels le processus de prise de décision et les moyens alloués à la gestion des communes et de la communes sont clarifiés et rendus parfaitement transparents**. Il s'agit là d'une **condition essentielle d'une véritable démocratie habitante** : les habitant·e·s doivent pouvoir connaître les modalités des prises de décision, puis pouvoir être informé·e·s des décisions prises afin d'en comprendre les tenants et les aboutissants et de pouvoir les reconnaître comme légitimes.

Nous plaidons donc pour un engagement de l'ensemble des candidat·e·s sur un **code de transparence et de bonnes pratiques** les obligeant à :

- S'abstenir de cumuler les mandats horizontalement et verticalement (en même temps et dans le temps)
- Publier sur des canaux de communication facilement



accessibles l'ensemble des documents et prises de décision au Conseil Municipal, en particulier sur les choix budgétaires et leurs motivations

- Faire un travail de clarification et de pédagogie pour rendre ces documents et ces processus compréhensibles et accessibles
- Inclure dans les devoirs de leur mandature l'organisation de temps de formation des habitant.e-s au fonctionnement des institutions communales et intercommunales pour favoriser la compréhension et la prise en main de ces instances par les habitant.e-s

CLIMAT :
L'EXISTENCE
PRÉCÈDE
L'ESSENCE

Politiques Sociales
et
Économiques



NO FUTURE
SANS
RECYCLAGE DE
NOS ORDURES

JEUNES
AGRICULTEURS

Changeons le
système
pour le
Climat!

**PRECARISATION
DISCRIMINATIONS
OPPRESSIONS
COMMUNES
EN RESISTANCE !**



Les inégalités sont en hausse exponentielle, et fracturent la société : le gouffre se creuse entre les « 1% » et le reste de la population pour qui subit la précarisation et une dégradation sourde de ses conditions de vie. Ces inégalités se traduisent également dans nos communes, sur le plan spatial, dans l'urbanisme et dans l'aménagement du territoire. Elles sont de plus en plus tissées à des problématiques environnementales et climatiques : la sécurité et la protection face aux pollutions et aux chocs climatiques, dans un monde si inégalitaire, deviendront le privilège de quelques-uns. **Par les communes, il est possible de faire barrage à ces inégalités et de garantir la protection des plus vulnérables et des sécurités quotidiennes pour tou.te.s.**

Ces inégalités d'ordre économique ne sont pas à dissocier d'une série d'autres oppressions et discriminations : racisme, LGBTIphobie, dominations patriarcales... les combats restent à mener. Ces discriminations se tissent à des exclusions dans les espaces publics, politiques et institutionnels, qu'il faut dénoncer et contre lesquelles il faut mettre en œuvre des politiques volontaristes d'inclusion.

Le propre d'une société est de parvenir à faire tenir ensemble ses composantes par la création d'un commun et la garantie de l'égalité. L'attaque sur les services publics relève d'une atteinte sérieuse au principe d'égalité et de solidarité, nous devons y faire obstacle.

FAIRE BARRAGE A LA PRECARITE : POUR DES SOLIDARITES LO- CALES AMBITIEUSES ET EMANCIPATRICES

La marche en avant des logiques néolibérales, l'uberisation de l'économie, le délitement graduel du droit du travail et des formes d'emploi stables, la casse sociale continuée que conduit le gouvernement en rabaissant des aides déjà bien maigres... **l'ensemble de ces attaques entame de manière conséquente les solidarités collectives et précarise nos conditions d'existence -de la jeunesse à la retraite.**

Face à cela, **les communes peuvent devenir des espaces de résistance dans lesquels nous réaffirmons des solidarités actives, locales et respectueuses de la dignité et de l'autonomie de chacune et chacun.**

Cela passe en premier lieu par la création de **lieux de solidar-**

ité et de convivialité conçus notamment autour des principes de l'économie de la gratuité : boutiques gratuites et donneries, cafés associatifs, kiosques citoyens, repas solidaires et trocs...

L'idée d'instaurer un **revenu universel**, très puissant philosophiquement parlant puisqu'il implique de repenser en profondeur le sens et la place du travail dans notre société, peut être décliné localement pour garantir à l'échelle communale que personne ne soit en dessous du seuil de pauvreté. **Cet objectif doit aller main dans la main avec celui de lutter contre l'isolement et la solitude**, et l'exigence de **fournir un soutien et un accompagnement face à la complexité et la violence d'une administration qu'on numérise à outrance** et à marche forcée sans s'inquiéter des usagers qui n'ont pas accès à ces outils.

L'exemple du "minimum social garanti" introduit à Grande Synthe, qui permet à l'ensemble des habitant.e.s de la commune de se maintenir au-dessus du seuil de pauvreté, doit inspirer d'autres expériences, conçues localement, et s'articulant à la dynamique de

transition écologique: les économies réalisées grâce à la mise en oeuvre de politiques d'efficacité énergétique peuvent être allouées à ce type de projet.



POUR L'EGALITE ET LA COHESION: GARANTIR LES SERVICES PUBLICS

Les services publics sont assaillis de toutes part : par les logiques managériales libérales qui y sont introduites et excluent toute attention portée au qualitatif et à la dimension de soin et d'attention constitutives des tâches accomplies, tout autant que par les coupes budgétaires qui asphyxient les services. **Les services publics sont mis en danger par l'esprit même du libéralisme individualiste qui voudrait que prime le chacun pour soi et une "responsabilité individuelle" aveugle aux déterminismes sociaux et à la rugosité des trajectoires.**

Contre ces logiques, les services publics sont les garants du collectif et de l'égalité entre toutes et tous, ils sont ce qui nous tient ensemble en tant que société et nous permet de garantir la dignité de toutes et tous par la solidarité organisée de l'ensemble des composantes du tissu social. **Les services publics sont un commun, un rempart contre l'individualisme et la condition de la cohésion sociale.**

Pour résister à la casse des services publics et en prendre le contre-pied, les communes disposent de leviers précieux à plusieurs niveaux.

Tout d'abord dans plusieurs villes le choix des **transports en commun gratuits** (à Dunkerque et Aubagne par exemple) permet une responsabilisation collective à l'égard de ces biens devenus communs. Les transports deviennent beaucoup plus utilisés permettant **une mobilité équitable** pour les habitant-e-s ainsi qu'un gain de pouvoir d'achat. Les économies réalisées sur les contrôles peuvent être investies dans l'amélioration de la qualité des services.

Concernant la restauration dans les cantines scolaires celle-ci se doit d'appliquer une **tarification solidaire avec la gratuité pour les personnes les plus précaires** afin que tous les enfants puissent étudier dans des conditions adéquates, c'est-à-dire après avoir mangé.

La lutte contre les inégalités passe également par des solutions de garde adaptées notamment avec les crèches mais aussi en mettant en place une aide aux devoirs et des possibilités d'accueil le matin et le soir dans les écoles.

D'autres communes ont aussi mis en place la **quasi gratuité de l'eau**. Les 30 premiers mètres cube qui correspondent à des besoins vitaux ne sont facturés qu'un euro puis le prix augmente au fur et à mesure de la consommation. Ceci permet encore une fois à tous·tes les habitant·e·s de pouvoir accéder à des besoins vitaux puis de les sensibiliser sur leur consommation d'eau comme les piscines par exemple.

Lorsque la décision ne dépend pas de la commune, il faut mener la bataille avec les habitant·e·s pour **garantir le maintien des services publics physiques sur le territoire**. Petites lignes de train,

maternités, bureaux de poste, bibliothèques, espaces culturels... leur maintien sur le territoire est la garantie d'un **service public humain, en capacité de fournir un service dont la valeur dépasse et transcende la seule valeur marchande et comptable et touche au soin que nous prenons les uns des autres**.



VALORISER LES SAVOIRS ET SAVOIRS FAIRE HABITANTS POUR ALLER VERS UNE DEMOCRATIE CULTURELLE

La crise écologique dans sa conjonction avec la crise démocratique témoigne d'une **impasse culturelle** : nous peinons aujourd'hui à construire un horizon commun, à faire société par la connaissance et la reconnaissance d'une culture commune. "L'archipelisation" de la société est en partie le résultat du **creusement des inégalités sociales et territoriales qui crée des écarts grandissants de vécu et de**

perception du monde entre une petite élite hypermobile et majoritairement métropolitaine, et une population de plus en plus précarisée, à mesure que la classe moyenne perd les éléments qui lui assuraient une sécurité et une reconnaissance sociale (propriété, emploi stable et pérenne, perspectives d'ascension sociale pour les enfants...)

Cette impasse culturelle est également le résultat d'une **montée en puissance de la gouvernance par l'expertise et la technocratie**, dans sa liaison avec une orthodoxie économique libérale en décrochage par rapport aux réalités d'un inévitable ancrage terrestre des existences humaines. Une rationalité en roue libre, les décisions politiques -c'est à dire les décisions touchant au commun et déterminant notre avenir à toutes et tous- sont prises majoritairement à l'aune de ce **savoir institutionnellement dominant de plus en plus invasif**, sans prise en compte des savoirs citoyens, des traditions historiquement ancrés, des savoirs faire traditionnels et des innovations contemporaines.

Nous plaidons pour une ré-

sistance par les communes à cette uniformisation culturelle qui a des conséquences paysagères, sociales, écologiques dommageables.

A travers l'instauration d'**espaces de valorisation et de partage de ces savoirs alternatifs**, locaux ou venus d'ailleurs, nous pouvons construire une démocratie culturelle qui **restaure la dignité et la légitimité des "contre-cultures", des cultures traditionnelles, des cultures-monde, des arts et artisanats que le rouleau compresseur de la globalisation libérale asphyxie**.

Il faudrait imaginer partout des formes d'**Universités populaires, écologiques et artistiques**, conçus comme des lieux d'éducation populaire, d'autoformation et de création artisanale et artistique, de sensibilisation à l'enjeu écologique, d'apprentissage des savoirs faire qui retissent l'autonomie (réparation, cuisine, fabrication maison de produits ménagers...), et dont les animateur·rice·s sont les habitant·e·s, chargé·e·s de la programmation, du choix des intervenant·e·s -qui peuvent bien sûr se recruter en premier lieu parmi les habitant·e·s.

IV

POUR DES COMMUNES FÉMINISTES ET UNE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES PATRIARCALES ENFIN A LA HAUTEUR

Hérités d'une histoire (encore bien trop présente) structurellement patriarcale, nos communes, notre urbanisme, notre modèle social et économique, nos espaces et nos formes d'expression politiques, sont empreints de dominations et d'inégalités qui font obstacle à la capacité d'agir des femmes et maintiennent la possibilité d'une violence dont l'aboutissement le plus poussé est la maltraitance physique, pouvant aller jusqu'au meurtre. Rappelons le encore une fois: les féminicides sont encore intolérablement nombreux, elles ne sont de l'ordre du fait divers mais le résultat macabre d'une violence structurellement ancrée dans nos sociétés.

Nous militons pour des communes radicalement féministes, qui questionnent et déconstruisent les structures patriarcales dans tous les domaines de la vie publique, et apportent un soutien aux victimes de violences (physiques ou psychologiques). Il faut envisager des **politiques locales résolument féministes**, en s'assurant de la transversalité de ces préoccupations qui doivent orienter l'ensemble des dimensions de la gestion des communes: organisation des services publics (horaires, équipements municipaux (lieux de garde des enfants, urbanisme...))

- La garantie de la **parité dans les listes de candidat-e-s** doit s'accompagner de pratiques féministes tout au long du mandat: favoriser une véritable **montée en puissance la parole des femmes au sein des équipes municipales**, avec une vigilance réelle sur la répartition du temps de parole et une intransigeance ferme à l'égard des propos sexistes ; assurer une allocation paritaire non seulement des postes mais aussi des responsabilités et du pouvoir décisionnaire ; adapter les

- horaires des réunions en tenant compte des contraintes souvent multiples des femmes...
- Le patriarcat et la domination d'une histoire où les figures masculines sont survalorisées modèlent nos communes: les noms de nos rues, nous appelant au souvenir des "grands hommes". Nous encourageons les listes à s'engager à **renommer certaines rues au nom des grandes femmes (chercheuses, artistes, femmes politiques...)** pour laisser place à cet autre récit, celui qui fait lumière sur la place centrale des femmes dans notre histoire et qui raconte aussi des mécanismes par lesquels ces noms ont parfois été mis dans l'ombre par rapport à celui d'un mari, d'un compagnon, d'un rival.
 - Enfin, il faut une **politique active de lutte contre les violences faites aux femmes**, articulant prévention, protection et mise à l'abri.
 - A l'échelle communale il est possible de garantir **a minima une police formée qui accueille les femmes**, les prend au sérieux, enregistre les plaintes et contribue à leur mise à l'abri immédiate; établir en partenariat avec l'Etat, la mise en place dans chaque commissariat 24h/24h, d'un.e agent.e de la ville spécifiquement formé.e pour accueillir les publics discriminés et les femmes victimes de violence; assurer une liaison entre le commissariat et une association référente pour qu'elle puisse assurer un suivi et un accompagnement adapté. **Dans le corps médical, il est essentiel de garantir la formation des soignant.e.s** dans les centres et maisons de santé, dans les PMI ainsi qu'aux urgences hospitalières pour leur permettre de détecter les violences, de mieux écouter les femmes lorsqu'elles se livrent, donc de mieux les soigner et les orienter sans qu'elles puissent se sentir jugées ;

- Il est possible pour une commune de mettre en place ou de soutenir les **dispositifs qui facilitent l'accès aux droits, à l'action en justice, l'accès au logement, la mise à l'abri des femmes.**
- Il est également possible d'agir sur le **logement d'urgence** : un quota de logements chez les bailleurs sociaux de la ville à disposition en cas d'urgence pour permettre la mise à l'abri des femmes, et de leurs enfants; privilégier l'éloignement du conjoint violent et le maintien à domicile de la femme et des enfants à chaque fois que cela est possible et souhaité par les victimes.

V

POUR UN ACCUEIL IN-CONDITIONNEL DANS DES COMMUNES HOSPITALIÈRES

Une commune écologiste, ouverte et bienveillante, est une **commune hospitalière**, qui refuse la mise au ban et la précarisation des personnes exilé.e.s. L'Etat et l'Union Européenne se défaussent de leurs obligations et de leurs responsabilités politiques et morales et adoptent une approche purement sécuritaire, basée sur la théorie infondée de l'appel d'air et l'idée absurde de fermer nos frontières. **La migration est une composante inhérente à l'histoire humaine, elle sera rendue encore plus inéluctable par le dérèglement climatique, la multiplication des crises et des conflits, et la progression de la pauvreté qui interviendra à mesure que l'accès aux ressources se fera plus difficile.**

Nous vivons non une crise migratoire, mais bien une crise de l'accueil.

Face à cela, **les communes peuvent devenir des espaces de résistance à l'indifférence et de reconstruction de solidarités concrètes.** Face aux manquements de l'Etat, nous plaignons pour la mise en oeuvre volontariste de dispositifs garantissant à toutes et tous un accueil digne, un accès au droit et à un accompagnement dans leurs procédures juridiques,

Nous encourageons donc les élu·e·s à :

- **Garantir un accueil inconditionnel aux personnes exilé·e·s, sans distinction de statut ni d'origine.**
- Etablir des conventions de partenariats avec des associations pour faciliter la **mise en lien entre des habitant·e·s souhaitant accueillir et les exilé·e·s.**
- **Favoriser les moments d'échanges, de rencontre entre personnes exilées et habitant·e·s** de la commune, qui permettent de déconstruire le mythe de l'afflux massif de personnes migrantes et celui d'un "grand remplacement" qui nourrissent la xénophobie

- **Faciliter et soutenir activement le travail des associations et collectifs** qui oeuvrent pour donner des cours de FLE, héberger, nourrir, soutenir juridiquement les personnes exilées.
- **Garantir l'accès aux services et équipements publics** pour les personnes réfugiées, en demande d'asile ou sans-papiers (équipements sportifs, bibliothèques...)
- **Garantir la représentation des personnes n'ayant pas la nationalité française dans les processus démocratiques** mis en place à l'échelle communale (cf. mesures proposées dans la section "démocratie").
- **Se mettre en lien avec les autres communes hospitalières** afin d'échanger les bonnes pratiques et de faciliter le transit des personnes exilées sur le territoire (par exemple au sein de l'ANVITA, Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants).

CONCLUSION

Ces quinze mesures sont loin d'être exhaustives, leur description ne comprend pas de plan de mise en œuvre tant nous savons que les contextes locaux peuvent varier du tout au tout selon la taille et la localisation de la commune. Néanmoins, prises ensemble, elles dessinent une ligne politique que nous concevons comme un horizon possible pour une politique écologiste locale ambitieuse.

Les enjeux n'ont probablement jamais été aussi déterminants, et l'échéance des municipales est une étape clé : elle permet de réinventer, par le bas et de manière extrêmement concrète, la chose politique. C'est là que nous disposons des marges de manœuvre pour changer la vie et sauver le climat : **il est urgent de placer l'écologie au pouvoir dans les exécutifs locaux**, et ce pour mettre en œuvre le projet écologiste dans toutes ses dimensions et toute son ampleur – lutte pour la préservation des communs et contre le dérèglement bioclimatique, revitalisation drastique de la démocratie par un décloisonnement des institutions, bataille contre la précarisation et les discriminations et pour le rétablissement d'une justice sociale inclusive.

Nous vous remercions pour votre lecture et l'intérêt que vous pourrez porter aux Jeunes Ecologistes. Nous espérons avoir de vos nouvelles, n'hésitez pas à prendre contact avec nous pour nous faire part de vos impressions.